



Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales Charles Akande, rédacteur

Les ministres du Commerce de l'OMC réfléchissent à la voie à suivre à Davos

Les ministres du Commerce et les hauts fonctionnaires de 29 pays¹ membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont réunis à l'occasion de la traditionnelle mini réunion ministérielle informelle à Davos (en Suisse) en marge du Forum économique mondial qui a eu lieu du 23 au 26 janvier.

La réunion, qui s'est déroulée pendant la dernière journée du Forum, visait à entamer « un dialogue sur la voie à suivre » dans la foulée de la 11^e Conférence ministérielle de l'OMC (CM11) ayant eu lieu en décembre à Buenos Aires, en Argentine.

Les participants à la réunion ont reconnu les « résultats positifs » obtenus lors de la CM11 – c.-à-d. les subventions pour la pêche et l'adoption de déclarations ministérielles conjointes sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME); le commerce électronique; la facilitation des investissements; la réglementation interne sur les services; et les femmes et le commerce –, mais demeuraient relativement déçus par « l'absence d'autres résultats multilatéraux ».

« Malgré l'énergie et les activités consacrées à divers enjeux lors de la CM11, le résultat global est sans conteste décevant », a déclaré le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo.

Les ministres du Commerce se sont engagés à maintenir leur « participation active en vue de préserver et de développer le système commercial multilatéral ». Or, les représentants officiels ont affirmé que ces efforts devraient commencer par la conclusion des négociations sur les subventions pour la pêche d'ici 2019.

« Nous devons faire face aux problèmes qui se dressent devant nous. Tous les Membres semblent disposés à offrir

leur appui au système. Toutefois, même si l'appui politique est essentiel, il n'est pas suffisant. Les gestes doivent de joindre aux paroles. Si nous croyons au multilatéralisme, nous devons être prêts à prendre les mesures nécessaires pour qu'il fonctionne », a ajouté M. Azevêdo, soulignant que les Membres doivent « trouver des moyens d'éviter de réutiliser des approches infructueuses qui entraîneront les mêmes résultats insatisfaisants ».

La réflexion des ministres sur la marche à suivre se poursuivra les 19 et 20 mars 2018 à New Delhi, puisque l'Inde a invité les Membres à se réunir de manière informelle afin d'aborder des questions clés où d'importantes divergences subsistent. Ce remue-ménages inclura également des questions liées aux Organes ordinaires de l'OMC et en particulier à la nomination de nouveaux Membres à l'Organe d'appel, puisque les États-Unis continuent de rejeter les solutions proposées.

La « nécessité de reprendre les négociations quant à une gamme d'enjeux pertinents pour les Membres, mais en suspens depuis longtemps » a aussi été mentionnée par les participants à la réunion informelle de Davos. En outre, lors des prochaines réunions, les ministres devront aborder la manière d'éviter les éléments qui ont empêché les Membres de progresser dans les négociations jusqu'à ce jour de même que « la manière de prendre en considération les différents Membres en développement et leurs divers niveaux d'évolution ».

Le groupe a reconnu que d'importants défis jalonnent le parcours. Comme M. Azevêdo l'a fait remarquer : « après la CM11, nous ne pouvons pas seulement reprendre le cours normal des travaux. » Les Membres doivent

¹ Argentine, Australie, Brésil, Cambodge, Canada, Chine, Colombie, Costa Rica, Union européenne, Guyana, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Kenya, Corée, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nigeria, Norvège, Pakistan, Russie, Arabie Saoudite, Singapour, Afrique du Sud, Suisse, Thaïlande, Turquie et États-Unis.

réfléchir activement pour « trouver des moyens d'éviter de réutiliser des approches infructueuses qui entraîneront les mêmes résultats insatisfaisants ».

L'appui envers le commerce et le système commercial multilatéral a été mentionné dans plusieurs discours de dirigeants clés, entre autres ceux de la chancelière allemande, Angela Merkel, et du président français, Emmanuel Macron. Même le président des États-Unis, Donald Trump, a déclaré que son pays était « ouvert à faire des affaires » et que la soi-disant devise « l'Amérique d'abord » « ne signifie pas l'Amérique seule ».

« Nous ne pouvons pas faire des échanges libres et ouverts si certains pays exploitent le système aux dépens des autres. Nous sommes en faveur du libre-échange, mais il doit être juste, et il doit être réciproque. Parce que, au final, un commerce déloyal nuit à tout le monde », a déclaré M. Trump le 26 janvier lors d'une sortie qui a été perçue par plusieurs comme un coup direct aux pays émergents, particulièrement la Chine, qui ont profité de la mondialisation et qui se décrivent encore comme des pays en développement dans le contexte de l'OMC.

« Les États-Unis mènent des réformes internes afin de créer des emplois et de générer de la croissance, mais nous

travaillons également afin de réformer le système commercial international afin qu'il promeuve la prospérité pour tous et récompense ceux qui respectent les règles [...] Nous appliquerons nos lois commerciales et rétablirons l'intégrité de notre système commercial. C'est seulement en insistant sur un commerce juste et réciproque que nous créerons un système qui fonctionne non seulement pour les États-Unis, mais également pour toutes les nations », a affirmé M. Trump.

En ce qui concerne le PTP, les 11 pays restants ont accepté la semaine dernière de signer l'accord – maintenant appelé Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) – en mars. Le président des États-Unis a affirmé que les États-Unis « sont prêts à négocier des ententes commerciales bilatérales mutuellement bénéfiques avec tous les pays. Cela inclut les pays du PTP, qui sont très importants. Nous avons des ententes avec plusieurs d'entre eux déjà. Nous pourrions considérer négocier avec les autres [pays] individuellement, ou peut-être avec le groupe, si cela est dans l'intérêt de tous.

Beaucoup d'observateurs ont interprété cette déclaration comme une ouverture des États-Unis à considérer réintégrer le PTPGP.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

